

visoires. La classe ouvrière aura dans ce cas, à prendre, en même temps que le pouvoir, la gestion complète des entreprises entre ses mains. L'état actuel de l'industrie à moitié paralysée et la présence d'une armée énorme de chômeurs rendent un tel « raccourci » assez probable.

Mais, d'autre part, la présence des organisations puissantes dans la classe ouvrière, l'éducation des ouvriers allemands dans le sens d'actions systématiques et non d'improvisations, la lenteur dans l'ébranlement révolutionnaire des masses sont autant de conditions qui concourent en faveur de la première voie. C'est pourquoi il serait inadmissible de renoncer par avance au mot d'ordre du contrôle de la production.

Toutefois, il est évident que pour l'Allemagne encore plus que pour la Russie, le mot d'ordre du contrôle ouvrier a un sens différent de celui de la direction ouvrière. Comme plusieurs autres mots d'ordre transitoires, il garde une importance énorme indépendamment de la question de savoir dans quelle mesure il sera réalisé et s'il le sera en général.

Par la volonté de créer des formes transitoires de contrôle ouvrier, l'avant-garde prolétarienne gagne à ses côtés les couches les moins progressives du prolétariat, elle neutralise certains groupements de la petite bourgeoisie, surtout les employés des services techniques, de l'administration, du commerce, des banques. Si les capitalistes et toute la couche supérieure de l'administration développent une résistance, recourent aux méthodes de sabotage économique, la responsabilité des mesures de rigueur qui en découleraient tombera, aux yeux du peuple, sur les classes ennemies et non sur les ouvriers. Tel est le sens politique complémentaire du mot d'ordre de contrôle ouvrier, outre son sens économique et administratif indiqué plus haut.

Dans tous les cas, le fait que des gens qui lançaient le mot d'ordre du contrôle dans la situation non-révolutionnaire et lui imprimaient, ainsi, un caractère réformiste, nous accusent d'hésitation centriste parce que nous nous refusons à identifier le contrôle et la direction de la production — ce fait est par lui-même le comble du cynisme politique.

Les ouvriers qui s'élèveront jusqu'à la compréhension des problèmes de la direction de la production ne voudront pas et ne sauront pas s'enivrer de phrases. Ils sont habitués dans les usines à manier un matériel beaucoup moins souple que les phrases, et ils comprendront notre pensée beaucoup mieux que les bureaucrates : le véritable esprit révolutionnaire consiste non à employer la violence partout et toujours et encore moins à se gargariser avec des phrases sur la violence. Là où la violence est nécessaire, il faut l'employer hardiment, décidément et jusqu'au bout. Mais

il faut savoir les limites de la violence, il faut savoir où la violence doit se combiner avec la manœuvre, le coup avec l'accord. Aux journées anniversaires de Lénine, la bureaucratie stalinienne répète les phrases apprises sur le « réalisme révolutionnaire » pour le bafouer avec d'autant plus de liberté durant les 364 autres jours de l'année.

Les théoriciens prostitués du réformisme essaient de découvrir l'aube du socialisme dans les décrets d'exception contre les ouvriers. Du « socialisme de guerre » des Hohenzollern au socialisme policier de Brüning !

Les idéologues bourgeois de gauche rêvent d'une économie capitaliste planifiée. Mais le capitalisme a réussi à démontrer que, d'après un plan établi d'avance, il n'est capable que d'épuiser les forces productives dans les intérêts de la guerre. Au surplus, comment voulez-vous régulariser l'indépendance de l'Allemagne avec ses chiffres énormes d'importation et d'exportation, du marché mondial.

De notre côté, nous proposons de commencer par le secteur des relations germano-soviétiques, c'est-à-dire par l'élaboration d'un large plan de coopération des économies soviétique et allemande en vue du second plan quinquennal et en vue de le compléter. Des dizaines et des centaines d'usines importantes pourraient être mises en marche totale. Le chômage en Allemagne pourrait être liquidé entièrement — sans qu'il soit nécessaire pour cela de plus de deux ou trois années — sur la base du plan économique qui embrasserait toutes les branches de ces deux pays seulement.

Les dirigeants de l'industrie capitaliste de l'Allemagne ne peuvent pas, bien entendu, élaborer un tel plan parce qu'il signifie leur auto-évincement social. Mais le gouvernement soviétique, avec la collaboration des organisations ouvrières allemandes et avant tout des syndicats et des représentants progressifs de la technique allemande, peut et doit élaborer un plan tout à fait réel, capable d'ouvrir vraiment des perspectives grandioses. Combien pitoyables paraîtront tous ces « problèmes » de réparations et de pfennigs additionnels de douane à côté des possibilités qu'ouvre la combinaison des ressources des matières premières, des ressources techniques et d'organisation des économies soviétique et allemande.

Les communistes allemands font une large propagande en faveur de la construction soviétique. C'est un travail indispensable. Ils tombent, en faisant cela, dans des exagérations et des enjolivements suaves. C'est parfaitement inutile. Mais le pis est qu'ils ne savent pas lier les succès et les difficultés de l'économie soviétique avec les intérêts immédiats du prolétariat allemand, avec le chômage, la réduc-

tion des salaires et la situation économique générale sans issue de l'Allemagne. Ils ne savent pas et ils ne veulent pas poser la question de la collaboration germano-soviétique sur une base rigoureusement réaliste et en même temps profondément révolutionnaire.

Tout au début de la crise — voilà bientôt deux ans — nous avons soulevé cette question dans la presse. Les staliniens s'écrièrent immédiatement que nous croyons en la coexistence pacifique du socialisme et du capitalisme, que nous voulons sauver le capitalisme, etc. Ils n'ont pas prévu et n'ont pas compris une seule chose : quel facteur puissant de la révolution socialiste peut devenir le plan économique concret de collaboration, si on en fait l'objet de discussion dans les syndicats dans les réunions d'usines, parmi les ouvriers non seulement des entreprises en activité, mais aussi des entreprises fermées, si on le lie au mot d'ordre du contrôle ouvrier de la production et, ensuite, au mot d'ordre de la prise du pouvoir. Parce que la réalisation d'une collaboration internationale effective suivant un plan n'est possible qu'avec le monopole du commerce extérieur en Allemagne, avec la nationalisation des moyens de production, en d'autres termes, avec la dictature du prolétariat. Sur cette voie on pourrait amener à la lutte pour le pouvoir de nouveaux millions d'ouvriers sans parti, social-démocrates et catholiques.

Les Tarnow font peur aux ouvriers en disant que la désorganisation de l'industrie, à la suite de la révolution, créerait le chaos effroyable, la famine, etc. N'oublions pas que ces mêmes gens soutenaient la guerre impérialiste qui ne pouvait rien apporter d'autre au prolétariat que des souffrances, des désastres, des humiliations. Jeter sur les épaules du prolétariat les souffrances de la guerre sous le drapeau des Hohenzollern ? Oui ; apporter des sacrifices à la révolution sous le drapeau du socialisme ? — cela, jamais !

Les phrases au sujet de « nos ouvriers alle-

mands » qui n'accepteront jamais de « tels sacrifices » sont, en même temps qu'une flatterie une calomnie contre les ouvriers allemands. Malheureusement, les ouvriers sont trop patients. La révolution socialiste ne demandera au prolétariat allemand pas même la centième partie des sacrifices qu'a engloutis la guerre des Hohenzollern-Leipart-Wels.

De quel chaos parlent les Tarnow ? La moitié du prolétariat allemand est jetée à la rue. Même si la crise était atténuée dans un an ou deux, elle reviendrait de nouveau dans cinq ans sous une forme encore beaucoup plus effroyable, sans parler du fait que les convulsions de l'agonie du capitalisme ne peuvent pas ne pas amener une nouvelle guerre. De quel chaos veulent faire peur les Hilferding ? Si la révolution socialiste surgissait d'une industrie capitaliste prospère — ce qui, d'une façon générale, est impossible — alors dans les premiers mois et les premières années, le changement des régimes économiques, avec la rupture des anciennes proportions et l'instabilité des proportions nouvelles, pourraient vraiment amener un abaissement provisoire de l'économie. Mais le socialisme dans l'Allemagne actuelle aurait à faire à une économie dont les forces productives ne travaillent qu'à moitié. La régularisation de l'économie aurait ainsi, dès le début 50 % de réserves. Cela suffit amplement pour compenser les pertes provenant des tâtonnements du début, pour amortir les chocs brusques du nouveau système et pour l'assurer même contre l'abaissement provisoire des forces productives. En langage conventionnel des chiffres, cela veut dire que, si d'une économie capitaliste à 100 %, la révolution socialiste devrait, au début, descendre peut-être à un niveau de 75 % et même de 50 %, la révolution du prolétariat qui part d'une économie capitaliste à 50 % ne peut que s'élever au niveau de 75 % et de 100 %. Pour donner, ensuite, un essor incomparable à tout ce qu'a connu le passé.

